

CONSEIL MUNICIPAL du 27 novembre 2015 - 18heures30
Résumé sommaire

18 présents, 5 élus excusés [Michèle Rousseau (procuration à Bénédicte Daras Ripia) ; Eliane Le Bléis, Véronique Le Scaon (procuration à Gaby Peton) ; Claudie Guénolé (procuration à Philippe Sandrin) ; Claude Conrod (procuration à Jocelyne Kervella-Lainé)]

Thomas Le Reun est élu secrétaire de séance à l'unanimité.

Le Maire propose une minute de silence en mémoire des attentats du 13 novembre 2015.

Il présente ensuite Hélène Bodineau, stagiaire en licence professionnelle aux services administratifs jusqu'en juin 2016.

Le Maire propose ensuite à l'assemblée de rajouter cinq points à l'ordre du jour et d'en reporter un, il est fait lecture :

Rajouts :

18 Schéma départemental de coopération intercommunale

19 Contrat de dératisation

20 Contrat de détaupisation

21 Remboursement de frais

22 Proposition d'acquisition de terrain

Report :

7. Convention d'usage du bâtiment pour l'Office du Tourisme

La proposition est adoptée à l'unanimité (22 pour)

0. Compte-rendu du Conseil municipal du 28 septembre 2015

Le Maire, Pierre Plouzennec, fait la lecture du compte-rendu sommaire qui a été transmis aux conseillers avec la convocation, puis soumet au vote. Le compte-rendu sommaire est adopté (19 pour, 3 abstentions - Jocelyne Kervella-Lainé ; Jean-Marc Jaouen).

1. Rapport d'activités de la CCHPB

Le Maire présente le rapport d'activités de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden. Il précise que la présentation doit se faire devant chaque conseil municipal avant le 31 décembre de l'année.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour) prend acte du rapport d'activités tel que présenté et à l'approuve à l'unanimité.

2. Schéma de mutualisation

Le Maire présente le schéma de mutualisation de la communauté de communes et rappelle que chaque assemblée délibérante doit en prendre connaissance et délibérer avant le 31 décembre 2015.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 2 abstentions - Jocelyne Kervella-Lainé) approuve le schéma de mutualisation tel que présenté.

3. Réalisation d'un atlas de biodiversité communale

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme, présente l'atlas de la biodiversité communale et en explique les principes et contraintes. Elle explique les liens entre le PLU (Plan Local d'Urbanisme), le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) et les trames bleues et vertes, pour une mise en compatibilité. Le montant de l'étude pourrait être situé entre 16 et 60 000 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 3 abstentions) approuve la poursuite de la démarche, autorise le Maire à solliciter des devis, à présenter des demandes de subvention et prévoit la dépense budgétaire.

4. Projet de maison médicale

Gaby Peton rappelle qu'actuellement la Commune de Plozévet est correctement dotée en offre de soin. Cependant, la municipalité a le souhait de ne pas attendre un éventuel désert médical et pour cela projette la réalisation d'une maison médicale. Gaby Peton présente ensuite le projet qui sera mené avec l'OPAC, qui devrait comprendre également deux à trois logements sociaux. Elle explique qu'il est prévu une rencontre avec les professionnels de santé déjà présents sur la commune en janvier prochain.

Le Maire explique ensuite que si la commune abandonnait l'opération avant la réalisation, les études réalisées par l'OPAC seraient à la charge de la commune à prix coûtant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve le projet de maison médicale, autorise le Maire à engager les démarches nécessaires, accepte le remboursement des frais occasionnés si le projet ne voit pas le jour et prévoit la dépense budgétaire.

5. Adhésion à la chartre de clauses d'insertion

Le Maire présente les principes de la clause d'insertion du Conseil départemental. La clause d'insertion professionnelle consiste à réserver, dans les marchés publics, un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du marché de l'emploi. La proportion de la part de main d'œuvre réservée à ce public est de l'ordre de 5 % du nombre d'heures total nécessaire à la réalisation des prestations.

Lors de la séance plénière du 25 janvier 2013, le Conseil départemental a décidé d'introduire la clause d'insertion comme condition de l'attribution des subventions d'investissement de travaux. Les collectivités sont donc soumises à la conditionnalité des aides départementales lorsque le coût global de l'opération hors acquisition foncière HT est égal ou supérieur à 500 000 € et que la subvention d'investissement du Conseil départemental est égale ou supérieure à 100 000 € pour des travaux.

Bénédicte Daras Ripia, conseillère municipale, présente les chiffres de 2013, soit près de 213 000 heures d'insertion réalisées et environ 500 personnes remises à l'emploi.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve la convention telle que présentée et autorise le Maire à la mettre en application.

6. Convention d'usage du gymnase avec le collège

Le Maire propose à l'assemblée de passer une convention avec le collège Henri Le Moal pour la mise à disposition du gymnase municipal afin que les élèves bénéficient d'un enseignement d'éducation physique et sportif dans les conditions les meilleures. Jusqu'à présent, le collège reversait à la Commune la dotation spécifique EPS (Éducation Sportive et Physique) du Conseil départemental en intégralité. La proposition de convention, qui est exposée aux conseillers, prévoit de clarifier les engagements des parties et d'un commun accord, la participation sera équivalente aux années précédentes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve la convention tel que présentée et autorise le Maire à la signer.

7. Convention d'usage du bâtiment pour l'Office du Tourisme

Il a été décidé de reporter ce point.

8. Réalisation d'un schéma de gestion de l'eau pluviale

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique que dans le cadre du réaménagement du bourg, l'intégralité des réseaux sera remodelée. Au préalable, il convient de procéder à un schéma de gestion de l'eau pluviale. En effet, ce document sera utile, non seulement en ce qui concerne le bourg mais également pour l'intégralité du territoire de la Commune. Il permettra d'avoir une meilleure connaissance de la circulation de l'eau et de mettre en exergue les points à améliorer et éventuellement les réseaux à créer. Ce schéma est subventionnable par l'agence de l'eau à hauteur de 35 %. Le montant estimatif de l'étude est de 15 000 €. Ce document nous permettra également d'avoir une meilleure connaissance de l'hygrométrie de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve la réalisation d'un tel schéma, autorise le Maire à solliciter les subventions et prévoit la dépense au budget.

9. Contrat de maintenance système SSI

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, rappelle que le centre de vacances de l'Ufoval occupe, sous convention, l'espace Pierre Trépos mais également les classes d'école qui sont transformées en dortoir pour l'occasion. La réglementation impose la mise en place d'un Système de Sécurité Incendie (SSI), ce qui a été réalisé, ainsi qu'un contrat de maintenance. La meilleure offre émane d'A2SI de Saint-Herblain pour un montant annuel de 650 €HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) autorise le Maire à signer les documents relatifs à la prestation de contrat de maintenance pour le SSI et prévoit la dépense budgétaire.

10. Adhésion cinémathèque de Bretagne

Philippe Sandrin, adjoint à la vie culturelle et à la communication, propose à l'assemblée l'adhésion à la cinémathèque de Bretagne. Cette démarche, d'un montant de 150€ annuel, ouvre la possibilité de bénéficier de la base cinématographique, ce qui permettra d'organiser des séances de projection dans le cadre de la prolongation de l'opération Plozarch.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve l'adhésion à la cinémathèque de et prévoit la dépense budgétaire.

11. Classement voirie

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique l'intérêt du classement de la voirie communale et propose d'y intégrer certains chemins ruraux : il s'agit pour la plupart de portions de routes qui ont bénéficié récemment d'un revêtement en bitume, mais également de l'intégration de nouvelles routes - impasse de la Taverne et Hameau de la Baie. Cette opération permettra d'augmenter la longueur de la voirie communale, valeur qui est intégrée dans le calcul de certaines dotations d'État et de géoréférencer les nouvelles voiries. La longueur se monte en totalité à 2 555 mètres, 1 783 à caractère de chemin et 772 à caractère de rue.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 1 abstention) approuve le tableau de classement de la voirie communale tel qu'il a été présenté et autorise le Maire à réaliser les démarches nécessaires.

12. Prêt association

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, présente la demande de l'association Histoire & Patrimoine, qui a réalisé un travail de recherche sur le moyen-âge à Plozévet. L'objet des recherches va faire l'objet d'un recueil, dont les frais d'édition sont supérieurs à la trésorerie de l'association. Aussi est-il proposé aux conseillers municipaux d'apporter une avance de trésorerie d'un montant maximum de 1 000 € qui sera remboursée une fois les ouvrages vendus.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (18 pour, 4 abstentions - n'ont pas pris part au vote : Annie Marzin, Philippe Sandrin, Marie-Christine Camenen, Brigitte Brémaud) approuve le principe, autorise le Maire à faire l'avance des frais et prévoit la dépense budgétaire.

13. Tarif location local communal

Philippe Sandrin, adjoint à la vie culturelle et à la communication, explique qu'il n'existe pas de tarif pour la location du bâtiment de l'ancien office de tourisme, l'association ayant libéré les lieux. En attendant la destination définitive du local, le bureau souhaite autoriser les locations éphémères, le tarif proposé se montant à 70 € la semaine, pour les particuliers en vue d'une vente ou pour des associations sous couvert d'une convention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) autorise les locations éphémères dans les conditions présentées et autorise le Maire à signer les conventions s'y rapportant.

14. Service périscolaire - horaires

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, explique que la garderie périscolaire du soir est actuellement ouverte jusqu'à 18h45. Ces horaires ne correspondent plus à ceux des parents qui exercent leur activité professionnelle sur Quimper, aussi est-il proposé à l'assemblée de modifier l'heure de fermeture du service périscolaire et la porter à 19 heures.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve la modification et fixe à 19 heures la fermeture des services périscolaires.

15. Délibération relative au TAFTA

Le Maire fait la lecture du projet de motion qu'il est proposé à l'assemblée d'adopter. Le Tafta ou le Trans-Atlantic Free Trade Agreement (aussi connu sous le nom de TTIP, Transatlantic Trade and Investment Partnership ou Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement) est un projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. Il concerne des domaines aussi variés que l'accès aux médicaments, la sécurité alimentaire ou le règlement des différends privés-publics. Ce projet, dont la ratification est actuellement en négociation est négocié depuis le mois de juillet 2013.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve la motion telle qu'elle est présentée et :

- demande la diffusion publique des éléments de la négociation favorisant ainsi un débat public sur le partenariat envisagé ;
- demande au Gouvernement de s'opposer et au Parlement européen d'apposer son veto à tout accord qui remettrait en question le cadre réglementaire notamment en matière d'environnement, de santé, de diversité culturelle et linguistique, de protection des citoyens ;
- décide dès à présent, en tant qu'assemblée élue, de s'opposer à la mise en œuvre de ce traité si les demandes précitées n'étaient pas satisfaites.

16. Achat d'un km de la Redadeg

Le Maire présente les principes de la Redadeg, qui est une course de relai organisée tous les deux ans, sa vocation étant la promotion de la langue bretonne. La Redadeg passera par Plozévet dans la nuit du 6 au 7 mai à 00h53. Chaque km est vendu à des particuliers ou à des entités publiques pour financer les actions. Il est proposé à l'assemblée d'acquérir un km, pour un montant de 200 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve l'acquisition d'un km pour la Redadeg et prévoit la dépense budgétaire.

17. Motion CMB:

Le Maire fait lecture de la proposition de motion qui a été transmise aux élus pour défendre la particularité de la banque CMB (Crédit Mutuel de Bretagne) Arkéa. Annie Marzin rajoute que si le conflit persiste, les instances du CMB risquent de disparaître.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve la motion et autorise le Maire à réaliser les démarches nécessaires à la diffusion de la motion.

18. Schéma départemental de coopération intercommunale

Le Maire présente le projet SDCI (Schéma Départemental de Coopération Intercommunale) dans le département. Conformément à la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), le projet de SDCI élaboré par le Préfet du Finistère a été notifié à chaque collectivité du département. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le projet doit être soumis à l'avis de l'assemblée délibérante dans un délai de deux mois, à défaut, l'avis est réputé favorable.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve le SDCI tel que proposé par la Préfecture et autorise le Maire à en faire la diffusion.

19. Contrat de dératisation

Le Maire explique que le contrat de dératisation arrive à son terme et que des demandes de devis ont été réalisées, la mieux disante émanant de la société APA de Plouvorn pour une période de cinq ans et un montant annuel de 1 400 €HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve le contrat tel que présenté, autorise le Maire à en signer les documents et prévoit la dépense budgétaire.

20. Contrat de détaupisation

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique que le contrat actuel arrive à échéance au 31 décembre. Il consiste à procéder aux travaux de détaupisation des espaces verts et terrains de foot et de sport de la commune. Après mise en concurrence, la proposition la meilleure émane de chez APA de Plouvorn pour un montant annuel de 1 500 €HT. La durée du contrat est de cinq ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve le contrat tel que présenté, autorise le Maire à en signer les documents et prévoit la dépense budgétaire.

21. Remboursement de frais

Le Maire explique que la médiathèque s'est dotée de deux liseuses. C'est Claudie Guénolé, conseillère déléguée à la culture et à la lecture publique, qui en a fait l'acquisition pour un montant de 107,98€TTC. Il est proposé à l'assemblée d'autoriser le maire à procéder au remboursement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve le remboursement des frais occasionnés et prévoit la dépense budgétaire.

22. Proposition d'acquisition de terrain

Le Maire présente le projet de vente du bureau municipal, qui est favorable à l'acquisition d'un terrain de 218m² place Henri Normant pour un montant de 20€ le m² les frais de notaire étant à notre charge. Ce terrain figure en espace réservé au niveau du Plan Local d'Urbanisme et il est proposé au conseil municipal d'autoriser le Maire à en faire la proposition d'acquisition

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve le projet d'acquisition et prévoit la dépense au budget.

23. Questions diverses

-

Le Maire Pierre Plouzennec fait part du compte-rendu des ateliers de concertation tenus la veille dans le cadre du projet de réaménagement du bourg. Malgré des problèmes techniques de sonorisation, la centaine de personnes qui y a participé en est satisfaite.

Le Maire présente l'agenda et les manifestations à venir.

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, présente la nouvelle carte de vœux 2016 et précise qu'il s'agit d'une réalisation des enfants de l'accueil de loisirs inspirée par l'œuvre de l'artiste syrien Nizar Ali Badr.

La séance est levée à 20h20.